

La large mobilisation citoyenne autour des élections législatives anticipées de juin 2024 a montré la détermination des habitant(e)s des Hautes-Alpes à empêcher l'extrême droite d'accéder aux postes de députés.

Les résultats ont confirmé que la majorité des Hauts-Alpin(e)s font le choix de l'humanisme et de politiques qui défendent des conditions de vie dignes pour toutes et tous, le respect des droits et des libertés des personnes exilées et reconnaissent la richesse de la diversité socio-culturelle. Les Hautes-Alpes sont un territoire solidaire.

En revanche nous nous interrogeons et nous inquiétons face à la place croissante des idées d'extrême droite dans les médias et l'opinion publique, et à leur instrumentalisation par des élu(e)s locaux/locales ou nationaux/nationales pour justifier des mesures excluantes et discriminantes.

La publication des décrets d'application de la loi liberticide contre les personnes exilées adoptée en janvier dernier par la droite et l'extrême-droite, et la mise en place d'un gouvernement réactionnaire de fait sous la coupe de l'extrême-droite illustrent ces nouveaux pas vers une société toujours plus inégalitaire, autoritaire et raciste.

Dans ce contexte d'aggravation des politiques faisant de la personne exilée, et de toutes celles qui pourraient lui ressembler, le bouc émissaire des problèmes d'injustices sociales, nous réaffirmons que la lutte contre toutes les formes de racisme, de violence et de discrimination est au cœur de notre action. Nous entendons renforcer nos actions pour un territoire haut-alpin accueillant pour toutes et tous, ce qui implique une compréhension globale des migrations, à une échelle européenne et internationale.

Nous entendons aussi dénoncer les causes des migrations contraintes notamment les conflits armés actuels dont les civils sont les premières victimes.

Motion politique 1

Dans la continuité de notre démarche de mobilisation du territoire et de mise en réseau des luttes, nous souhaitons contribuer au renforcement des liens de solidarité dans le département et contribuer à nourrir un projet de territoire dans lequel chaque personne peut prendre la place qu'elle souhaite et participer à la vie civique. La construction de ce projet doit être ouverte à toutes et à tous pour profiter de la diversité des acteur(rice)s et habitant(e)s des Hautes-Alpes.

Pour favoriser des liens de solidarité plutôt que renforcer les clivages, nous voulons que nos actions soient précédées d'un effort de rencontre et de compréhension de l'autre d'ici ou d'ailleurs, de ses besoins et de ses peurs dans une logique de dialogue pour bâtir "des ponts et pas des murs".